

nétier le caractère de ceux sur lesquels leurs suffrages paraîtraient inchaîner. La deuxième série nous offre plus d'un exemple d'espérances déçues : tels citoyens que les collèges électoraux n'ont élus que dans la persuasion qu'ils siègeraient à la partie de la chambre, qu'ils leur avaient désignée, ont trahi la confiance de leurs commettants ; et ne se sont pas bornés à s'arrêter à la deuxième section du côté gauche, mais même ont descendu au centre ; d'autres qui avaient apporté en garantie leur titre de représentans, se sont rapprochés des ultras ; et ces exemples prouvent que la fermeté du caractère, une abnégation entière d'ambition, le mépris des places salariées et par-dessus tout l'indépendance de la vie privée, sont les points auxquels les électeurs doivent s'arrêter pour fixer leur opinion, de préférence à l'examen de la conduite politique antérieure, qui, aujourd'hui n'est plus ni garant de la conduite future.

ANNONCE.

Sylvius et Valeria ; traduit de Fallemard d'Auguste Lafontaine, 2 vol. in 12 Paris ; chez Plancher, libraire, éditeur du Manuel des Braves, rue Poupée n° 7.

Quoique les annonces de cette feuille soient plutôt destinées à des ouvrages sérieux qu'à ceux d'un genre pa-
reillement agréable, nous ferons cependant une exception en faveur de celui-ci. Le sujet de *Sylvius* et de *Valeria* n'est pas neuf : Marmontel, dans son intéressant épisode de *Cora*, et M. de Jouy, dans l'opéra de la *Vestale*, ont rendu avec beaucoup de talent, les combats d'une passion que resprouvent de puissants préjugés. Cependant l'auteur, en rajoutant son sujet : on y trouve des détails pleins de grâce et de sensibilité ; l'amour des deux enfans est peint avec beaucoup de naïveté, et le caractère de *Valeria* est fort intéressant. Peut-être aurait-on pu tirer un plus grand parti de l'événement qui commence le récit ; mais ce reproche ne peut s'adresser qu'à Auguste Lafontaine qui excelle plutôt dans les détails que dans la conception de ses plans.

Une nouvelle, intitulée *Eléonore de Beyrana*, termine le second volume, et se fait remarquer par le même talent de style qui distingue la première de ces deux jolies compositions.

EXTÉRIEUR.

IV^e LETTRE

sur la situation morale et politique de l'Italie.

Rome, 1^{er} juin 1819.

Me voici de retour à Rome, Monsieur et cher ami. J'y suis revenu peu satisfait des fêtes assez mesquines données par la cour des Deux-Siciles pour célébrer la présence de l'hôte auguste venu pour la visiter, mais enchanté de Naples et de son beau site. Pendant le court séjour que j'y ai fait, le Vésuve a déployé ses pompes redoutables. De longues colonnes de feu et de fumée tenaient déjà la population en alarmes et la menaçaient d'une explosion prochaine. Heureusement pour elle, et j'ai presque dit malheureusement pour moi, ses craintes ne se sont pas vérifiées, et ma curiosité n'a été qu'incomplètement satisfaite. Je n'ai pu cependant me déterminer à quitter ce beau pays, sans former le projet d'y revenir avant de m'éloigner de l'Italie pour toujours.

Comme cette fois je n'avais pas les escortes de l'Empereur pour protéger ma route, je me suis réuni à plusieurs de mes compatriotes qui retournaient à Rome. Cette précaution était indispensable pour ma sûreté. L'opulence des étrangers qui parcourent dans ce moment l'Italie dans toutes les directions, a, comme je vous l'ai déjà dit, prodigieuse-

ment augmenté les profits et multiplié le nombre des voleurs de grands chemins. Leur audace et leurs forces réelles sont telles, aujourd'hui, qu'aucune campagne dans le voisinage de Rome, n'est habitable, et que les possesseurs des plus belles *villas* sont obligés de passer tristement l'été à la ville. Dans quelques mois peut-être je vous apprendrai que la sécurité des îles est même menacée par eux. A tous momens l'on apprend que des voyageurs ont été enlevés sur les routes, conduits dans les montagnes, et qu'ils n'ont obtenu leur libération qu'après avoir souscrit les engagements les plus onéreux au profit de ceux qui les retenaient. Une circonstance singulière au milieu de tous ces désordres, c'est le respect que les bandes qui infestent les routes de l'Italie témoignent pour les ecclésiastiques. Il est sans exemple qu'aucun d'eux ait jamais été volé. Heureuses gens ! ici, la société toute entière est organisée à leur profit, et ceux qui sont armés contre elle les protègent encore.

Si vous voulez savoir ce que c'est qu'un mauvais gouvernement, venez en Italie ; mon cher ami ; vous y trouverez un beau ciel, une terre féconde, de grands propriétaires, des artistes ingénieux, d'opulents étrangers qui leur achètent chèrement les jouissances qu'ils procurent ; et à côté de cela une population nécessiteuse, qui se divise en mendians dans les villes et en brigands sur les routes.

Vous pouvez juger par ce que je viens de vous dire, des égards que ces derniers ont pour les gens d'église dans les états du Pape, de l'étendue du crédit dont le clergé jouit encore près des habitants. En vérité, quand on voit avec quelle facilité les Romains se prêtent au joug qu'on leur impose, ou n'est plus tenté de compatir à leur misérable condition. Ces ruines, imposants témoignages de la grandeur de leurs pères, ne disent-elles donc rien à leur âme ;

et ne trouvent-ils plus au pied de la statue de Pompée quelques lettres où l'on accuse leur sommeil ? Mais non : le temps n'a pas seulement appesanti sa main sur les monuments de Rome ; c'est dans les cours de ceux qui l'habitent qu'il a le plus exercé de ravages. Vainement vous y rechercheriez les titres de leur noble origine : ces titres sont effacés.

Je n'ai précédé l'Empereur que de quelques jours : on l'attend à chaque instant. Son retour ici ne sera pas célébré par de nouvelles fêtes, attendu qu'il s'y est formellement opposé. Je crois vous avoir déjà mandé que les sommes destinées à payer les solennités auxquelles son premier passage a donné lieu, ont été en grande partie avancées par les membres de la famille Bonaparte, qui se trouvent à Rome. De toutes ces fêtes, la plus brillante est celle qu'on a donnée à l'Empereur au Capitole. On y a exécuté une espèce de cantate, dans laquelle les ombres de Numa, de César et de Trajan, s'évertuaient à célébrer les vertus de l'auguste voyageur. Comme de juste, c'était son respect pour les dieux, et surtout pour les prêtres, que Numa, César et Trajan s'appliquaient le plus à faire valoir.

C'est sans doute, pour s'assurer encore davantage de la bienveillance du Pape, que la famille Bonaparte a consenti à lui faire des avances aussi considérables. Au reste, la fortune que ses membres sont parvenus à sauver du naufrage, n'est pas exclusivement employée à soutenir leur luxe ou à assurer leur repos, et ils en font quelquefois un fort noble usage : voici une preuve récente de ce que j'avance. Vous avez sans doute entendu parler de M. O'Méara ; cet Anglais renvoyé de St. Hélène, parce qu'il n'avait pas voulu consentir à être le délateur de Napoléon, dont il était le médecin. A son retour à Londres, nos ministres ne manquèrent pas de lui donner tort, et de le rayer du contrôle des médecins de la marine. Sa destitution le pri-

vait d'un traitement de 12,000 francs, son unique ressource. Aussitôt que la famille Bonaparte eut connaissance de la position de M. O'Méara, elle se réunit, et par une résolution unanime elle lui constitua une rente viagère égale au traitement qu'il avait perdu. Ce fait est très-positif, et vous pouvez donner toute confiance à son exactitude.

Le service qu'elle vient de rendre à un gouvernement nécessaire, était le meilleur moyen qu'elle pût employer pour se prémunir contre la malveillance d'un certain ambassadeur toujours occupé à lui susciter des tracasseries, apparemment pour utiliser ses loisirs, et pour se persuader qu'il a quelque chose à faire. Cet ambassadeur est bien le personnage le plus fastueux de la diplomatie européenne. On serait même tenté de croire que sa magnificence est un calcul, et qu'il cherche à cacher l'insignifiance de sa mission par l'éclat d'une représentation imposante. Vous ne sauriez vous faire d'idée du nombre de ses chevaux et de ses valets, de l'ampleur et de la richesse de ses carrosses et de ses livrées. Tout ce luxe, moins élégant que somptueux, a je ne sais quel air suranné qui reporte l'imagination au temps de Louis XIV, et qui rappelle les Villeroi, les Villars et les autres courtisans du *grand monarque*. Je ne sais pas trop si un aussi grand étalage sied beaucoup au représentant d'un prince constitutionnel, surtout quand pour le soutenir il est obligé de recourir à la fortune publique; car, en 1814, on ne lui connaissait pas de fortune personnelle, et je me plais à croire qu'il n'en a pas acquise pendant la courte durée de son ministère. La Grande-Bretagne n'a à Rome qu'un modeste consul pour faire nos affaires, et défendre nos intérêts, et je vous jure qu'il s'en acquitte fort bien.

L'ambassadeur en question se sera probablement félicité du voyage de l'Empereur en Italie: c'était un beau texte pour des dépêches diplomatiques. Il aura fait sans doute

bien des efforts pour surprendre le secret des négociations entamées entre la cour impériale et celle de Rome. On je me trompe fort, ou les conjectures que j'ai faites à l'égard de ces négociations, sont bien près de la vérité. L'éclat des procédures dirigées en Allemagne contre les journalistes qui traduisent mes lettres, et tous les désaveux dont depuis plus de deux mois le cabinet autrichien encombre les gazettes officielles et semi-officielles de l'Europe, au lieu de détruire mon opinion, la confirment. C'est le propre de l'erreur d'inspirer plus de dédain que de colère, et on lui laisse ordinairement le soin de se décréditer elle-même; mais la vérité irrite ceux qui ont intérêt à la nier, et il est presque toujours facile de la reconnaître aux emportements qu'elle provoque.

Que depuis plus de trois mois l'Empereur voyage hors de ses états, sans autre but que de voir le Vésuve, et de respirer l'air de l'Italie, c'est assurément ce qu'il nous est impossible de supposer, malgré les assurances de l'*Observateur autrichien*. Si la piété de ce prince et l'esprit temporeur de son cabinet, ne vous permettent pas de croire à l'exécution prochaine d'un projet qui tendrait à dépouiller le successeur de saint Pierre de son patrimoine, soyez sûr du moins que la cour de Vienne s'occupe sérieusement aujourd'hui d'asseoir les bases d'une *confédération italique* qui rendrait plus intime son union avec les puissances de la Péninsule, et accroîtrait l'ascendant qu'elle exerce dans leurs cabinets.

Je vois d'ici que ce projet de confédération italique vous séduit. La multiplicité des gouvernements de la Péninsule, et l'opposition de leurs intérêts ont, depuis Charlemagne, causé tous ses malheurs en facilitant les entreprises des étrangers. D'un autre côté, rien ne serait plus difficile que de la soumettre à un gouvernement uniforme; ses peuples ont depuis trop long-temps l'habitude d'être régis par des gouvernements qui leur sont propres. Rien que le choix

d'une capitale serait une occasion de débats interminables; Naples, Milan, seraient valoir la richesse et l'étendue de leur population; Rome, sa position plus centrale et la majesté de ses souverains. La langue ne pourrait pas même devenir un moyen d'union, tant ses dialectes sont divers. Il semble donc, que rien ne serait plus conforme aux intérêts de l'Italie, que de resserrer l'intimité de ses différents états, et d'accroître la force de leurs moyens défensifs par un pacte fédéral.

Mais réfléchissez ici plus mûrement, mon cher ami, et dites-moi ensuite si tous les avantages de ce projet ne seraient pas détruits par le protectorat du seul gouvernement qui menace aujourd'hui la sécurité et l'indépendance de ses rois comme de ses peuples. Passez-moi cette petite opposition qui, j'en conviens, commence un peu à s'user. A la première guerre continentale, les Italiens, obligés de se sacrifier pour des intérêts qui ne seraient pas les leurs, iraient périé misérablement sur les champs de bataille de l'Allemagne, pour conserver ou pour accroître l'ascendant d'une puissance qu'ils détestent, et dont les mandataires, révoltent l'oreille et blessent les habitudes d'une nation sensible, par la rudesse de leurs manières et par celle de leur langage.

Ce serait donc l'Autriche qui retirerait sans partage tous les bénéfices de cette confédération. On assure au reste que la cour de Vienne n'a conçu ce projet qu'après avoir eu connaissance des négociations entamées par la Russie, pour former une alliance intime entre toutes les puissances du nord. Cette alliance, si elle avait lieu, aurait en effet un caractère alarmant pour le gouvernement autrichien; elle ne pourrait être purement défensive; car la Russie n'a pas besoin pour défendre son territoire de l'appui du Danemarck et de la Suède; elle a ses déserts, ses frumats, et le patriotisme farouche de ses ha-

bitants qui dans l'espace de quelques jours pourraient une seconde fois, faire disparaître les traces d'une civilisation imparfaite, et mettre aux prises avec toutes les horreurs d'une nature sauvage, les armées qu'après votre triste expérience on serait encore assez insensé pour y conduire. Une pareille alliance ne pourrait donc s'opérer que dans des vues de conquête; et dans cette hypothèse, la position de l'Autriche deviendrait très-difficile, si elle ne pouvait pas compter sur la foi et la soumission des gouvernements de l'Italie. En l'attaquant sur ses derrières, et en la forçant ainsi à partager son attention et à diviser ses forces, les gouvernements italiens augmenteraient singulièrement les chances de ses adversaires.

Ce projet d'une fédération italienne et celui d'une fédération de la Baltique, sont évidemment inités de la confédération du Rhin. Les rois de l'Europe se sont d'abord emparés des conquêtes que Napoléon devait au courage des armées françaises; aujourd'hui ce sont ses idées qu'ils s'approprient. Je reviens aux affaires qui intéressent plus spécialement les états romains.

Le grand âge et les infirmités toujours croissantes du Pape ne permettent pas de douter que sa mort ne doive être très-prochaine. Comme la cour de Vienne ne peut pas manquer d'avoir une très-grande influence sur le choix de son successeur, on croit généralement que les suffrages du conclave se partageront entre deux de ses protégés, le cardinal Gonsalvi et le cardinal Litta. Le premier est aujourd'hui ministre principal du Pape: quelques personnes le représentent comme un prêtre philosophe, qui ne voudrait faire usage du pouvoir placé dans ses mains que dans des vues bienfaisantes et philanthropiques. C'est pousser trop loin son éloge. Le cardinal Gonsalvi est un homme d'église; il en a les affections comme les principes; mais c'est un homme d'église avisé:

il voit très-bien qu'il est impossible de soutenir cette vicille fabrique, dont il est aujourd'hui l'un des principaux appuis, telle qu'elle a été construite dans des temps barbares; et il sacrifie de bonne grâce à la conservation de son ensemble, quelques-unes de ses parties. C'est à lui que l'état de l'église doit le bienfait d'une administration uniforme, et celui de l'établissement d'un mode de rachat pour les rentes et les servitudes féodales; mais ces utiles mesures ne sont pas suffisamment appréciées par la masse de la population, tandis que le clergé et les grands lui en savent très-mauvais gré. Toutes ses espérances sont donc dans l'appui de l'Autriche. Il a acquis la bienveillance de cette cour pendant sa légation à Vienne; bienveillance qui a dû s'accroître encore par la grâce parfaite avec laquelle il a fait les honneurs, des fêtes dont la présence de l'Empereur à Rome a été l'occasion. Son concurrent, le cardinal Litta, est un prélat souple et insinuant; il est né à Milan, et à ce titre sujet de l'Autriche; c'est, je crois, le seul fondement de son crédit près de cette puissance.

Je croirais vous faire une injure, en réfutant sérieusement les bruits relatifs au cardinal Fesch. Vous sentez bien que les prétentions qu'on lui suppose sur la tiare, n'existent que dans la tête de quelques politiques de café dont elles amusent les loisirs; quant à lui, il est homme de trop bon sens pour élever des prétentions semblables dans un temps aussi inopportun. Adieu, mon cher ami, j'espère sous très-peu de temps vous donner des détails vraiment curieux sur l'association des *Carbonari*, sur le but qu'ils se proposent et sur les moyens qu'ils ont d'y parvenir. C'est à réunir ces détails que je suis aujourd'hui presque exclusivement occupé.

LETTRE de S. M. le Roi de Danemarck à S. M. le Roi de Suède.

Monsieur mon frère, considérant les circonstances critiques dans lesquelles se trouvent les royaumes du Nord en général, et particulièrement celui qui, par vos soins paternels, et le génie de V. M., a été sauvé de périls éminents; je m'adresse à votre Majesté avec la franchise qui m'est naturelle, et avec la confiance qu'elle m'inspire, pour exposer à V. M., comme père de son peuple, et comme à un prince issu de la même souche que moi, que je ne trouve de salut pour les nations que nous gouvernons et que nous désirons rendre heureuses, que dans la plus étroite union entr'elles. J'ose me flatter qu'elle partage cette conviction; elle connaît trop bien l'histoire du Nord pour ne pas être persuadée que la désunion entre des nations qui ont tant d'affinités, même religion, même langue originellement, des mœurs et des habitudes qui sont presque les mêmes, a été la cause de leurs malheurs, de leur faiblesse. Je n'aurai par conséquent pas besoin d'entrer dans beaucoup de détails pour convaincre V. M. qu'elle rendra son nom immortel, et que les générations à venir dans les royaumes du Nord béniront à toute éternité sa mémoire, si elle saisit le moyen qui s'offre et que j'offre dans ce moment sous des auspices qui ne se reproduiront peut-être plus, pour mettre fin à jamais à la dissension entre des peuples qui sont au fond des frères, qui auraient dû toujours se tendre les mains pour se secourir mutuellement. Je souhaite sincèrement que la nation suédoise jouisse pendant longues années du bonheur d'être gouvernée par votre Majesté; mais dans ce moment où les états du royaume s'assemblent pour désigner celui qui, à son défaut, doit tenir lieu au peuple suédois de

ecelui dans lequel elle a si heureusement placé sa confiance et son espoir dans l'instant du danger, je la prie de considérer qu'en usant de son influence sur les députés de la diète, pour qu'ils se déterminent à ouvrir la perspective d'une union perpétuelle entre les nations qu'elle et moi gouvernons, en réunissant leurs suffrages en ma faveur, votre Majesté établira la base du bonheur des peuples du Nord. C'est uniquement parce que la providence m'a mis dans une situation où il m'est un devoir de travailler à consolider leur bonheur, que je cherche les suffrages de la nation suédoise qui a tant de droits à mon estime.

Votre Majesté ainsi que ses sujets peuvent compter sur la fidélité avec laquelle je maintiendrai les lois fondamentales du royaume, si les états de la Suède m'en confient le soin. Je crois ne pas avoir besoin d'assurer votre Majesté de la reconnaissance que son appui auprès des états de son royaume dans cette circonstance importante me fera éprouver. Elle égalera parfaitement les sentiments d'amitié et de considération par lesquels je lui suis attaché de tout temps.

Monsieur mon frère,
de Votre Majesté
le bon frère,

FRÉDÉRIC.

Copenhague, le 18 juillet 1810.

Réponse de S. M. le roi de Suède à S. M. le roi de Danemarck.

Monsieur mon frère,

Le comte de Dernath m'a remis la lettre que V. M. a bien voulu m'adresser en date du 18 juillet; sensi-

blement touché des marques d'amitié et de confiance qu'elle contient, je m'empresserai d'en témoigner à V. M. toute ma reconnaissance. Je ne manquerai point de communiquer au comité secret des états généraux l'importante proposition de V. M.; il m'est impossible d'en préjuger le résultat; le choix d'un successeur au trône appartient uniquement aux représentants de mon peuple, et je suis d'avance assuré qu'ils se montreront, à cette occasion décisive pour le sort futur de la Suède, dignes de leurs pères, de la gloire et de la reconnaissance nationales, de la longue indépendance de la patrie, et pénétrés du juste sentiment de ses besoins et de son véritable intérêt. C'est avec les sentiments d'une amitié sincère et d'une considération distinguée, que je suis, etc.

CARL.

Au château d'Ordrö, le 18 août 1810.

Lettre adressée par l'empereur de Russie au prince royal de Suède.

POUR VOTRE ALTESSE ROYALE SEULE,

Après m'être acquitté de mes devoirs envers le prince royal, qu'il me soit permis de m'adresser à l'homme distingué par ses talents, son caractère, ses principes. Je désire sincèrement votre amitié, votre confiance; je les ambitionne même, parce que mon estime vous était vouée depuis long-temps et quand vous n'étiez que simple général.

Je suis fait pour comprendre et répondre à l'expression dont vous vous êtes servi envers Czernischeff, et c'est même que je veux être votre ami. Elevé moi-même par un républicain, j'ai de bonne heure appris à priser plus

l'homme que les titres. Ainsi je me trouverai plus flatté des liens qui s'établiront entre nous comme homme à homme, que comme souverains. L'envoi de Czernischeff n'a été que dans ce but et dans l'intention de vous rassurer sur les inquiétudes qu'on s'était plu à vous donner sur moi. Tout ce qu'il m'a marqué sur vos sentiments m'a fait un plaisir extrême, parce que j'y ai reconnu ce caractère que j'ai toujours affectionné en vous; comptez constamment sur moi, et ne vous laissez jamais effaroucher par les craintes qu'on essayera de vous donner sur la Russie. Son intérêt se trouve dans la conservation de la Suède.

Veillez me répondre de la même manière. Une lettre particulière sans étiquette me sera infiniment chère de votre part.

ALEXANDER.

Dix-neuf décembre 1810.

Copie d'une note de S. M. le roi, alors prince royal, adressée à S. M. l'empereur de toutes les Russies, en réponse à la note autographe jointe à une lettre de S. M. remise par le général Suchtelen.

La note que V. M. a jointe à la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire, m'a pénétré de la plus vive reconnaissance. Je suis heureux d'avoir pu inspirer à V. M. les sentiments qu'elle veut bien me témoigner. Déjà Tilsit V. M. daigna s'expliquer sur mon compte d'une manière flatteuse et obligeante; depuis, V. M. m'a donné un témoignage bien éclatant de son estime; elle n'a point traversé mon élection en Suède.

Cette conduite généreuse dans une conjoncture où la politique de l'Europe aurait justifié tout ce qui aurait

été pratiqué de contraire, m'a attaché sans réserve à V. M.

J'ai souffert à la vérité des menaces qu'on m'a faites en son nom, et, je l'avoue, je ne me confiais plus que dans le courage de la nation et la justice de ma cause. Mais M. de Czernischeff est arrivé sur ces entrefaites; les assurances qu'il m'a données de la part de V. M. m'ont fait le plus grand plaisir, je ne lui ai pas caché que je voulais vivre indépendant; je me suis expliqué sur tout ce qui touche si essentiellement V. M. et son immense empire. Si M. de Czernischeff a rendu fidèlement nos conversations, V. M. a pu se convaincre de mon affection pour elle comme homme; et de mes sentiments comme prince du Nord. Oui, Sire, je deviendrai l'ami de V. M. puisqu'elle veut bien me dire que c'est d'âme qu'elle veut l'être. Dès cet instant, je compte sur son amitié et elle peut compter invariablement sur la mienne. De longs et sanglants démêlés ont existé entre la Russie et la Suède; peut-être alors avait-on raison de décider par les armes des prétentions réciproques; aujourd'hui ces temps ne sont plus, et la paix doit être l'objet commun des deux nations.

CHARLES-JEAN.

Stockholm, le 16 janvier 1811.